

Thème n°6 sur 17

La délégation de compétence

► Définition :

Il y a délégation de compétence, lorsqu'une autorité administrative (autorité délégante) habilite une autorité qui lui est subordonnée (autorité délégataire) à exercer une partie de sa compétence à sa place.

*

La délégation de compétence peut prendre deux formes.

- Première forme, la **délégation de pouvoirs** ;
- Deuxième forme, la **délégation de signature**.

On appelle *délégataire de signature* la personne qui a reçu une délégation de signature.

Et bien évidemment, on appelle *délégataire de pouvoirs* la personne qui a reçu une délégation de pouvoirs.

*

► **Question** : Quelles différences y a-t-il entre la délégation de pouvoirs et la délégation de signature ?

► **Réponse** : La *délégation de pouvoirs* et la *délégation de signature* diffèrent à quatre points de vue.

① **Première différence entre *délégation de pouvoirs* et *délégation de signature* : L'objet de la délégation.**

La délégation de pouvoirs a pour objet un transfert juridique de compétence. Elle bouleverse la répartition des compétences.

En revanche, la délégation de signature a seulement pour objet de décharger matériellement le délégant d'une partie de sa tâche, dont il demeure, juridiquement, le titulaire.

*

② **Deuxième différence entre *délégation de pouvoirs* et *délégation de signature* : La manière de désigner le délégataire.**

La délégation de pouvoirs est accordée au titulaire d'un poste, désigné abstraitement.

Un changement dans la personne du délégataire ou du délégant ne met pas fin à la délégation de pouvoirs.

À l'inverse, la délégation de signature est personnelle. Elle est consentie à une personne nommément désignée. *Intuitu personae*.

Un changement dans la personne du délégant ou du délégataire fait tomber la délégation de signature. Elle doit donc être réitérée lors du renouvellement des autorités concernées.

*

③ Troisième différence entre *délégation de pouvoirs* et *délégation de signature* : **Le statut des décisions prises sur délégation.**

La décision prise par un délégataire de pouvoirs, en cette qualité, a une nature formelle et un rang correspondant au rang du délégataire dans la hiérarchie administrative.

Le délégataire de pouvoirs agit en son propre nom.

À l'inverse, la décision prise par un délégataire de signature, en cette qualité, a une nature formelle et un rang correspondant au rang du délégant dans la hiérarchie administrative.

Le délégataire de signature agit au nom du délégant.

Les textes signés en application d'une délégation de signature portent la mention « Pour [M. ou Mme X], et par délégation. »

*

④ Quatrième et dernière différence entre *délégation de pouvoirs* et *délégation de signature* : **Les effets de la délégation sur le délégant.**

La délégation de pouvoirs dessaisit le délégant des compétences transférées. Tant qu'il n'a pas mis fin à la délégation, il ne peut pas les exercer. Sinon, ses décisions seraient entachées d'incompétence.

Au contraire, la délégation de signature ne dessaisit pas le délégant. Celui-ci peut à tout moment agir aux lieu et place du délégataire.

*

► **Question** : À quelles **conditions** est subordonnée la légalité d'une délégation de compétence ?

► **Réponse** : Les conditions auxquelles est subordonnée la délégation de compétence résultent d'une jurisprudence bien établie. Elles répondent à deux

questions essentielles, que se pose l'autorité administrative désireuse de déléguer sa compétence.

Première question : « *Ai-je le droit de déléguer ma compétence ?* »

Deuxième question : « *À présent que je me suis assuré que j'y étais autorisé par un texte, comment vais-je déléguer ma compétence ?* »

Comme réponses à ces deux questions, la légalité d'une délégation de compétence est subordonnée à **quatre conditions**.

① **Première condition :** **La possibilité même de déléguer ses pouvoirs ou sa signature doit avoir été autorisée par un texte en vigueur.**

Exemple : La possibilité pour les ministres de déléguer leur signature est autorisée par le décret du 27 juillet 2005.

Qui plus est, la délégation ne doit pas intervenir dans une matière où elle est, explicitement ou implicitement, interdite par la loi ou par la Constitution.

Exemple : L'article 13 de la Constitution habilite le Président de la République à déléguer une partie de ses pouvoirs de nomination au Premier ministre. Mais il est des nominations auxquelles seul le Président de la République peut procéder. Il n'a pas le droit de les déléguer au Premier ministre.

*

② **Deuxième condition :** **La délégation doit être explicite et précise.**

De manière à ne laisser aucun doute raisonnable sur son existence, sur l'identité du délégataire et sur l'étendue des compétences déléguées.

Bien entendu, le délégataire commet une incompétence s'il méconnaît les limites de la compétence qui lui a été déléguée.

*

③ **Troisième condition :** **La décision qui confère délégation**, (qui réalise la délégation), ayant un caractère réglementaire, **doit être publiée.**

Toute décision individuelle signée par le délégataire avant cette publication est entachée d'incompétence.

En revanche, le délégataire peut prendre une décision réglementaire avant la publication de la délégation. À condition que cette décision réglementaire n'entre en vigueur qu'après ladite publication.

*

④ **Quatrième et dernière condition : La délégation ne saurait être totale.**

Seulement partielle.

Elle ne peut transférer l'ensemble des pouvoirs du délégant au délégataire.

Il n'est pas possible de « se débarrasser » de toute sa compétence.

*

► **Question** : À Que faut-il entendre par « **subdélégation** » ?

► **Réponse** : **Définition** de la subdélégation.

À retenir, absolument.

Il y a subdélégation lorsque le bénéficiaire d'une délégation de compétence délègue à son tour une partie de la compétence qui lui a été déléguée.

*

On appelle *subdélégataire* la personne qui a reçu une subdélégation.

La subdélégation obéit aux mêmes conditions que la délégation.

Toutefois, deux principes gouvernent spécifiquement la subdélégation.

① **Premier principe** : Un délégataire de pouvoirs, c'est-à-dire une personne qui a reçu une délégation de pouvoirs, peut subdéléguer la compétence qui lui a été déléguée. Mais uniquement sous la forme d'une subdélégation de signature. Sachant toutefois que l'illégalité éventuelle de la délégation entraîne nécessairement l'illégalité de la subdélégation.

② **Deuxième principe** : Un délégataire de signature, c'est-à-dire une personne qui a reçu une délégation de signature, ne peut subdéléguer la compétence qui lui a été déléguée, sous quelque forme que ce soit.

*

► S'agissant du thème « La délégation de compétence », **voilà tout ce qu'il y a lieu de retenir en vue de la meilleure note possible à l'examen (18/20).** ■

***/**

A. Coulibaly

► **Version :**

mardi 25 février 2025